

Document

Des échanges sous contrainte (10.11)

Le Monde économie - 09.11.2009

La météo fraîchit pour le dollar. Depuis quatre ans, Hugo Chavez, le turbulent président du Venezuela et les frères Castro, à la tête de Cuba, tentent de faire décoller l'ALBA (l'Alternative bolivarienne pour les Amériques), une alliance commerciale régionale destinée à se passer des Etats-Unis. Et de leur dollar. En 2010, le Paraguay et l'Uruguay rejoindront l'Argentine et le Brésil qui paient déjà leurs importations en devises locales. Pour ignorer le dollar.

La Chine et le Brésil ont négocié au printemps des accords de *swaps* (échanges) de devises pour commercer en yuans jusqu'à hauteur de 70 milliards de yuans (6,8 milliards d'euros) et troquer ainsi minerais de fer contre téléphones portables et chaussures de sport. Et snober le dollar.

Le commerce international a certes besoin d'une monnaie de facturation pour apprécier d'abord et payer ensuite les biens échangés. Et l'Histoire enseigne que la monnaie de la puissance économique dominante finit par s'imposer dans ces échanges.

En effet, cette puissance impose sa devise parce qu'elle pèse lourdement dans les flux commerciaux et/ou parce qu'elle accumule des déficits de balance des paiements courants. Il est plus facile, plus sûr et moins coûteux (en couverture du risque) pour les pays clients d'ancrer leur monnaie à celle du pays dominant. C'est ainsi que le florin hollandais s'est imposé au XVII^e et au XVIII^e siècle, la livre sterling au XIX^e et au début du XX^e et le dollar depuis 1945.

Actuellement, il est difficile d'y voir clair dans les flux financiers commerciaux, mais on estime que les Etats-Unis imposent à plus de 90 % leur dollar dans leur commerce extérieur. En Asie-Pacifique, entre 50 % et 80 % des échanges sont libellés en dollars.

Le puissant impose donc sa devise et c'est vrai pour les pays comme pour les entreprises. Les recherches de Cédric Tille, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement, à Genève, font apparaître que l'utilisation d'une monnaie est fonction de la taille de la transaction. Autrement dit, le géant de la distribution américain Walmart imposera toujours le billet vert pour ses achats en Chine ; en revanche, un petit magasin du Midwest sera contraint par son fournisseur chinois de régler en yuans et n'aura d'autre choix que de demander une ristourne pour compenser ses frais de change.

Aujourd'hui, les spécialistes estiment que le dollar est utilisé dans 70 % des échanges mondiaux, l'euro assurant la plus grande partie des 30 % restants. Le billet vert est le roi des marchés de matières premières (or, pétrole, coton, blé, éthanol, riz, acier, etc.).

Même quand les Chinois et les Argentins se paient en pesos ou en yuans, le prix de référence des produits qu'ils échangent est calculé... en dollars.

Deux sortes de critiques sont aujourd'hui adressées à la domination de la devise américaine. La première émane des entreprises et des pays exportateurs. Ils dénoncent les fluctuations (ou la volatilité) du dollar qui compliquent leurs calculs, ou encore sa chute, qui leur fait perdre des marchés.

Par exemple, l'avionneur européen EADS critique l'avantage de son concurrent américain Boeing, qui produit et vend en dollars. Ou encore l'Afrique de l'Ouest, dont le coton, fabriqué en franc CFA, adossé à l'euro, voit sa compétitivité dégradée quand celui-ci monte.

Les spécialistes du commerce international estiment que ces alarmes sont excessives. D'abord, *"parce que les matières premières achetées en dollars coûtent mécaniquement moins cher quand le billet vert chute"*,

dit l'un d'eux. Ensuite, *"parce que les prix des produits de base varient de façon inversement proportionnelle au cours du dollar"*.

Enfin, *"parce qu'il existe de nombreuses façons de s'assurer contre le risque de change, la première étant de réviser le contrat quand la monnaie de référence connaît un changement important"*. Et plusieurs experts de souligner que *"EADS pousse des cris d'orfraie lorsque le dollar est fort, mais reste muet quand il faiblit"...*

La deuxième critique du dollar est politique. Elle est anti-impérialiste chez le président Chavez. Elle est stratégique dans le cas de la Russie et de la Chine qui veulent se faire une place au soleil en contestant la suprématie des Etats-Unis.

Leur contre-attaque peut être de type "Comecon", du nom du marché qui unissait les anciens pays du bloc communiste. Les Etats adhérents pratiquent alors le troc de produits. Mais vient le moment où les pays déficitaires doivent solder leurs dettes à l'égard de leurs partenaires ! Cet ajustement inévitable a provoqué la chute d'un marché commun centre-américain dans les années 1960, lorsque la défaillance du Nicaragua a ruiné le système.

Plus efficace et plus répandu est l'accord de *swaps* de devises ou de *swaps* de produits entre deux pays. Il ne porte pas sur la totalité des échanges et court sur une durée limitée. De tels accords bilatéraux ont été passés, ou sont en passe de l'être, entre la Chine d'une part et l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud, la Malaisie ou l'Indonésie d'autre part. La Turquie l'étudie avec la Russie, l'Iran et la Chine. Les pays du Golfe aimeraient aussi vendre leur pétrole en s'appuyant sur un panier de monnaies.

Le dollar est-il, dès lors, appelé à se raréfier dans les échanges internationaux ? *"Mais on le remplacerait par quoi ?",* demande Charles Wyplosz, lui aussi professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève. *Le marché de l'euro n'a pas la profondeur de celui du dollar. Le yuan servira dans cinquante ans, mais pour le moment, il n'est pas convertible. La prééminence du dollar tient aussi à ce qu'il n'a pas de concurrent crédible."*

Le rapport de forces pourrait pourtant se modifier plus vite que prévu. *" Il pourrait y avoir un effet de basculement, explique M. Tille. Par exemple, si les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) décidaient d'utiliser exclusivement l'euro dans les transactions pétrolières, une masse critique pourrait être atteinte au détriment du dollar. Mais il est plus vraisemblable que les changements se feront à la marge."*

D'ailleurs, rien ne presse, souligne Mona Haddad, du département commerce international de la Banque mondiale. *"Si de plus en plus de pays se tournent vers d'autres devises pour leur commerce, dit-elle, le dollar se dévaluera, ce qui dévalorisera les réserves en monnaie américaine détenues par la Chine ou au Japon. Si l'on veut éviter cet effet pervers, le changement de monnaie de facturation ne peut être que lent."*

Tout comme l'a été l'affirmation de la suprématie du dollar sur la livre à partir de 1945, alors que l'économie des Etats-Unis avait surclassé celle du Royaume-Uni... dès 1918.